

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	26 (1999)
Heft:	1
Artikel:	Les thèmes des élections fédérales 1999. Troisième partie, La politique financière : de la table ronde à l'impôt sur les gains en capitaux
Autor:	Ballanti, Dario
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-912660

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

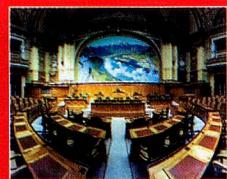
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les thèmes des élections fédérales 1999 (III): la politique financière

De la table ronde à l'impôt sur

Dans le domaine de la politique financière réapparaît la ligne de démarcation classique entre le camp rose-vert et les partis bourgeois. En outre, des divisions se dessinent chez les radicaux et les démocrates-chrétiens.

C'est à un exercice de corde raide entre les concessions sociales réclamées par le front rose-vert et les allégements fiscaux défendus par les partis bourgeois auquel doit se livrer le conseiller fédéral Kaspar Villiger. Dans chacune de ses tentatives pour assainir les finances fédérales, il doit tenir compte à la fois des exigences du monde économique et de celles des travailleurs. Et comme le peuple a toujours le dernier mot, il est impératif de trouver un compromis. Le non douloureux à la première version de la loi sur le travail (décembre 1996) et aux réductions des indemnités versées aux chômeurs (septembre 1997), ont amené le Conseil fédéral à trouver, dans le cadre d'une ta-

ble ronde, un compromis qui satisfasse les principaux acteurs du monde de l'économie et du travail.

Et vu son importance, la politique financière sera également l'un des

Dario Ballanti

thèmes brûlants en vue des prochaines élections fédérales: la dernière session d'hiver du parlement a déjà donné quelques indications concernant les attentes des partis. L'un des points forts de la session parlementaire a justement été le plan d'assainissement financier 2001, grâce auquel le Conseil fédéral prévoit de réduire à un milliard de francs le déficit de la Confédération en 2001: il s'agit d'un paquet de mesures qui devrait permettre d'économiser 3 milliards ces trois prochaines années. Ce paquet de mesures est le fruit d'un engagement pris par les principales forces politiques du pays et les partenaires sociaux, qui ont trouvé ce compromis à l'occasion de la table ronde de l'année dernière sur les finances fédérales.

La gauche: non aux économies réalisées sur le dos du citoyen

Si tous sont d'accord sur l'assainissement des finances, les avis divergent sur la manière. En particulier, le front rouge-vert a présenté sans succès une vingtaine de modifications au compromis adopté ensuite par le Parlement dans sa grande majorité. En substance, les socialistes et les verts ne se sont pas opposés par principe à l'objectif financier. Celui-ci a pourtant été approuvé sans enthousiasme puisque, une fois de plus, les économies se font sur le dos du citoyen. Voici deux exemples, directement issus des débats du Conseil national, illustrant le mécontentement de la gauche: «au lieu de tailler dans les transports publics, il faudrait réduire les dépenses militaires», a tonné le syndicaliste Michel Béguelin (PS/VD). «Il est insensé de faire 400 millions de

francs d'économie au détriment des réfugiés, alors que cet argent pourrait être récolté auprès des gros contribuables?», lui a fait écho Cécile Bühlmann (Verts/LU). Dans les rangs socialistes, ce sont surtout les députés romands qui ont critiqué le paquet de mesures d'économie. Des reproches ont également été émis par les partis qui n'ont pas participé à la table ronde, comme l'Alliance des Indépendants qui, par la voix de la Zurichoise Verena Grendelmeier, l'a taxée «d'entente secrète». Les Indépendants, tout comme les Verts et le parti du travail, ont proposé sans succès le renvoi du paquet financier au Conseil fédéral.

«Il faudrait réduire les dépenses militaires.»

MICHEL BÉGUELIN, PS

Les partis bourgeois en faveur de coupes plus sévères

Le discours des partis bourgeois se situe à l'opposé. Ils ont approuvé l'objectif budgétaire, même si certains auraient souhaité procéder à des coupes encore plus sévères: «Ce n'est qu'un tout petit pas en avant», a fait valoir le président de l'UDC Ueli Maurer. «Le secteur de l'asile est hors de contrôle et dans le social de graves problèmes se préparent; une table ronde ne permettra pas de les résoudre». Pour sa part, le conseiller aux Etats Christoffel Brändli (UDC/GR) s'était déjà signalé par une motion (rejetée par le Conseil national en décembre dernier) demandant de réduire les indemnités de chômage et de raccourcir la durée du droit à ces indemnités.

Le président du PDC, Adalbert Durrer, en revanche, s'est exprimé en termes positifs: «les paroles ont été suivies par des actes; toutefois, il importe que l'on continue sur la voie de l'assainissement. L'étape franchie aujourd'hui n'est qu'un pas dans la bonne

«Une table ronde ne permet pas de résoudre tous les problèmes.»

UELI MAURER, UDC

INTERNATIONAL

IMG offers medical coverage worldwide with total **freedom to choose** any doctor or hospital for treatment even in the country of actual residence and **Switzerland**.

- Worldwide coverage upto **US\$ 5'000'000**.
- **24 hrs** worldwide assistance.
- Lifetime elegibility.
- Coverage of pre-existing conditions.
- No waiting period.

HEALTH

IMG partnership with the **ABB** Group provides added financial strength and security.

FREE

First 2 children below age 10

RATE EXAMPLE

Family : Man aged 34, woman 29,
2 children aged 2 and 8

US\$ 2'830 per year

For more information



3, rue de Berne - B.P. 1843
CH-1211 GENÈVE 1 Mt-Blanc
Tél. + 4122-738 05 81 - Fax + 4122-731 49 63
E-mail : img.geneva@vtx.ch

INSURANCE

Partis politiques: éclairage (III)

Parti écologiste suisse (Les Verts)

Sièges au Conseil national: 11
(dont 1 membre de l'Alliance verte bernoise, 1 du parti chrétien-social fribourgeois et 1 hors parti)

au Conseil des Etats: 0
Président: Ruedi Baumann (BE)
Adresse: Waisenhausplatz 21
CH-3011 Berne
tél. +41 31 312 66 60
fax +41 31 312 66 62
internet: www.verts.ch,
e-mail: verts@verts.ch

Les Verts sur eux-mêmes:

«Pour nous, l'avenir de la Suisse doit passer par une réforme fiscale écologique. Nous avons lancé à cet effet l'initiative «taxer l'énergie, et non le travail». Nous voulons une ouverture de la Suisse sur le monde, c'est la raison pour laquelle nous soutenons les initiatives «Oui à l'Europe» et pour une adhésion à l'ONU.»

Parti suisse de la liberté (PSL)

Sièges au Conseil national: 5
au Conseil des Etats: 0
Président: Jürg Scherrer (BE)
Adresse: case postale, CH-4622 Egerkingen
tél. +41 62 389 00 40, fax +41 62 389 00 45
internet: www.freiheits-partei.ch
e-mail: fps@bluewin.ch

Le PSL sur lui-même:

«Le PSL milite pour la sauvegarde de la Confédération et le maintien des droits populaires. Nous soutenons une ouverture de la Suisse sur le monde pour autant qu'elle soit basée sur un respect et une acceptation mutuels. Nous sommes opposés à une adhésion de la Suisse à l'Union européenne.»

Parti libéral suisse (PLS)

Sièges au Conseil national: 7
au Conseil des Etats: 2
Président: Jacques-Simon Eggly (GE)
Adresse: Spitalgasse 32
CH-3001 Berne
tél. +41 31 311 64 04
fax +41 31 312 54 74
internet: www.liberal.ch
e-mail: info@liberal.ch

Les libéraux sur eux-mêmes:

«Réanimation du fédéralisme, nouvelle estimation du rôle de l'Etat et des subventions, ainsi que poursuite d'une politique d'intégration à l'Union européenne constituent les points forts du programme politique du parti. En outre, le PLS s'est toujours fait l'avocat des droits politiques de la Cinquième Suisse.»

les gains en capitaux

direction», a-t-il affirmé, non sans décocher une flèche à la gauche qui, par ses innombrables propositions de modification, aurait utilisé le débat comme «terrain d'entraînement électoral». Jean-Pierre Bonny (PRD/BE) s'est dit assez satisfait: «cela n'a pas été uniquement une opération financière, mais un signal de crédibilité au sein du gouvernement et du Parlement». Le paquet a également été approuvé par les libéraux.



Radicaux et PDC divisés

Si, à gauche et à droite, les positions sont claires, les partis du centre sont divisés en deux courants: l'un plus proche de l'économie, l'autre à la sensibilité plus sociale. L'initiative populaire «propriété du logement pour tous», soumise au souverain le 7 février dernier, a servi

«Les paroles ont été suivies par des actes.»

ADALBERT DURRER, PDC

de ligne de partage. Elle a probablement constitué le début de la campagne pour les élections fédérales. Si la gauche disait clairement non et l'UDC clairement oui, démocrates-chrétiens et radicaux sont apparus divisés. Une vingtaine de parlementaires du parti radical ont appuyé l'initiative du président des propriétaires immobiliers Toni Dettling (PRD/SZ), qui contenait une revendication typiquement bourgeoise: des dégrèvements fiscaux pour les propriétaires d'immeubles. Division similaire également chez les démocrates-chrétiens.

Equité fiscale contre place financière

Le chapitre relatif à la fiscalité, en particulier, permet de comprendre où seront mis les accents durant la campagne pour les élections fédérales: le nouveau président de l'Union syndicale suisse, Paul Rechsteiner (PS/SG), a présenté une motion (repoussée par le Conseil national) demandant d'imposer les gains en capitaux. Les partis en feront

Les négociations de la Table ronde ont porté sur l'assainissement à long terme des finances de la Confédération. (Photo Keystone)

leur cheval de bataille pour les élections d'octobre. La gauche se battra pour l'équité fiscale. Quant aux bourgeois, ils se rangeront du côté de la place financière helvétique. «Il est injuste que les salariés paient des impôts alors que les spéculateurs en bourse et les millionnaires réalisent des bénéfices sans payer un centime», a dit Remo Gysin (PS/BS), résumant bien le problème. Le radical tessinois Adriano Cavadini n'est pas du même avis et parle «d'offensive fiscale de la gauche mettant en péril l'emploi en Suisse». Et d'ajouter: «la gauche pense que de nouveaux impôts permettront de ré-

«Un signal de crédibilité du gouvernement et du parlement.»

JEAN-PIERRE BONNY, PRD

soudre tous les problèmes. L'imposition du capital serait au contraire un beau cadeau offert par la Suisse aux places financières étrangères qui verraient affluer les capitaux. ■